

Le déclin économique de l'Occident politique

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, analyse le désenchevêtrement et la fragmentation économique de l'Occident politique. Veuillez soutenir le travail important de Michael Hudson sur : patreon.com/michaelhudson Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Nous recevons aujourd'hui le professeur Michael Hudson pour discuter de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis et du démantèlement de l'ordre économique établi après la Seconde Guerre mondiale. Merci beaucoup d'être venu participer à l'émission. Nous constatons que...

#Michael Hudson

Merci de m'avoir à nouveau invité. Désolé — merci de m'avoir à nouveau invité dans ce dialogue continu et en constante évolution. Les choses évoluent si vite chaque semaine.

#Glenn

Oui, c'est difficile de suivre tout ce qui se passe. Je souligne toujours que dans le milieu universitaire, on passe très peu de temps à suivre l'actualité. Mais de nos jours, on consacre beaucoup de temps à observer ces changements massifs qui se produisent d'une semaine à l'autre. Nous constatons souvent que le discours politique a tendance, je pense, à se concentrer de manière excessive sur les individus. Ainsi, lorsque l'on examine le délitement de l'Occident politique — et des structures économiques de l'ordre hégémonique également —, on l'attribue souvent à la personnalité de Trump. Cependant, un phénomène bien plus vaste est à l'œuvre ici, dont des personnes comme vous parlent depuis un certain temps déjà. Les fondations de cet ordre économique sont en train d'être sapées. Je pensais qu'un bon point de départ serait d'avoir votre avis sur la manière dont vous interprétez cette nouvelle stratégie de sécurité nationale, d'un point de vue, disons, quelque peu économique.

#Michael Hudson

Eh bien, cela n'explique pas vraiment la stratégie en tant que telle. Les diplomates américains ne vont pas sortir et dire : « Voici notre stratégie pour vous forcer à faire des sacrifices dans votre économie afin de promouvoir l'Amérique d'abord. » Et vos pays — l'Allemagne, les pays européens, le Japon, la Corée du Sud — sont également censés mettre l'Amérique en premier, et non leurs propres pays. Cela renverse presque tout l'ordre économique des 80 dernières années, que les diplomates américains eux-mêmes avaient mis en place en 1945. À cette époque, les États-Unis étaient la puissance industrielle dominante à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Ils étaient la puissance monétaire dominante, en passe de détenir 80 % de l'or monétaire mondial d'ici 1950. Et le reste du monde avait réellement besoin du soutien américain.

Les intérêts américains ont été servis par le démantèlement et l'absorption de l'Empire britannique et de l'Empire français. Il y a eu un long débat que je cite et décris dans mon livre **Superimperialism**, à la Chambre des lords britannique, où l'on disait : « Eh bien, nous savons que les plans américains pour le libre-échange et les investissements libres signifient la fin de la zone sterling, avec la livre bloquée de l'Inde et des autres pays de la zone sterling, qui devait être dépensée pour des produits manufacturés et des biens britanniques. En réalité, nous savons que notre économie est assez dévastée, et que ce libre-échange et ces investissements signifient que l'Amérique va récupérer toutes ces économies provenant de ce que nous appelons aujourd'hui les pays du Sud global, accumulées pendant la Seconde Guerre mondiale. » Ainsi, cet ordre fondé sur le libre-échange et l'investissement relevait presque d'une idéologie évangéliste.

Et il semblait que toute l'histoire de l'Occident se dirigeait vers le libre-échange et la libre circulation des capitaux. Le mythe voulait que tout cela stabilise automatiquement le système, permette le remboursement de toutes les dettes et assure la prospérité commune de tous les pays. Eh bien, cette idée relevait de la fantaisie. En réalité, personne n'avait prévu à l'époque que l'Amérique se retrouverait dans la situation qui est la sienne aujourd'hui — dépendante, sur le plan industriel, de pays étrangers pour fournir les produits qu'elle fabriquait autrefois chez elle, et dépendante financièrement également. Ses dépenses militaires à l'étranger étaient si importantes qu'elles représentaient à elles seules l'intégralité du déficit de la balance des paiements des États-Unis depuis le début de la guerre de Corée, en 1950-1951. À partir de ces années-là, la balance des paiements américaine a commencé sa longue et constante dérive vers le déficit, inondant le monde de dollars.

Eh bien, pendant les décennies suivantes, d'autres pays ont utilisé ces dollars pour accumuler des réserves. Ils les remettaient au Trésor et les échangeaient contre de l'or. Le général de Gaulle, ainsi que l'Allemagne, transformaient leurs excédents commerciaux en dollars, car tout l'argent dépensé en Asie du Sud-Est finissait dans les banques françaises, et l'argent des autres pays servait à acheter des importations allemandes. À la Chase Manhattan Bank, où je travaillais dans les années 1960 comme économiste chargé de la balance des paiements, nous avions l'habitude, chaque vendredi, d'examiner le rapport de la Réserve fédérale sur la couverture en or — combien d'or nous perdions et combien il en fallait légalement pour garantir la monnaie papier. Il était évident que les États-Unis allaient être contraints d'abandonner l'or dès 1966 ou 1967. Nous pouvions déjà voir où cela menait.

Eh bien, les États-Unis ont effectivement abandonné l'étalon-or. Et lorsqu'ils l'ont fait, ils ont mis en place un système dans lequel, si les banques centrales étrangères ne pouvaient plus échanger leurs dollars contre de l'or, que pouvaient-elles en faire ? Il y avait très peu d'options, si ce n'est céder à la pression des diplomates américains pour acheter des titres du Trésor américain. Ainsi, en pratique, elles recyclaient tous les dollars que l'Amérique dépensait pour ses opérations militaires, ses bases et ses guerres à travers le monde. Tout cet argent était renvoyé aux États-Unis pour financer leur déficit commercial et leur déficit de la balance des paiements, ce qui permettait au gouvernement de continuer à dépenser à l'étranger aux dépens des autres pays. Finalement, cela a conduit les États-Unis à se désindustrialiser et, comme le disent les économistes, à ne plus vivre selon leurs moyens.

Le résultat, c'est que le Rapport sur la sécurité nationale reconnaît que le libre-échange, la libre circulation des investissements et la souveraineté égale entre les nations — tout l'ensemble de principes sur lesquels les Nations unies ont été fondées en 1945 — ne servent plus les intérêts américains. Ce qu'ils ont fait, c'est renverser toute cette philosophie, qui est pourtant encore présentée comme représentant les valeurs occidentales, et recourir à la place à diverses formes de coercition. La forme la plus évidente, bien avant Trump, était le contrôle du commerce mondial du pétrole. Si vous pouvez contrôler le pétrole, vous pouvez couper l'approvisionnement énergétique des pays qui ne suivent pas vos politiques. Et la politique de l'Amérique n'a pas été de créer un ordre mondial pacifique, comme on le supposait il y a 80 ans, mais de se préparer à une guerre — ou du moins à un conflit — avec la Russie et la Chine.

Eh bien, l'Étude sur la sécurité nationale ne va pas dire ouvertement : « Nous voulons contrôler le pétrole pour couper votre électricité et vous faire souffrir comme l'Allemagne si vous ne suivez pas les règles — les règles de l'Amérique d'abord que nous imposons. » L'Amérique veut aussi monopoliser la technologie de l'information — toute la révolution informatique, les puces électroniques, l'ensemble des médias, des réseaux sociaux. Elle veut des monopoles sur tout cela. Et cela signifie qu'elle ne veut pas que l'Europe impose des taxes aux entreprises américaines qui y opèrent. Elle veut des privilèges spéciaux que les autres pays n'ont pas. Alors les Américains disent : « Eh bien, si nous ne pouvons plus nous soutenir industriellement ou financièrement, alors les autres pays doivent nous soutenir. »

Comment allons-nous amener les autres pays à nous soutenir ? C'est là le véritable problème. Et ce qui n'est pas reconnu, c'est l'hypothèse la plus problématique qui sous-tend tout ce Rapport sur la sécurité nationale. L'idée selon laquelle, d'une manière ou d'une autre, si l'Amérique parvient à imposer un système commercial, d'investissement et monétaire aussi coercitif aux autres pays, ceux-ci déplaceraient leurs industries — d'Allemagne, de France, de Corée et du Japon — vers les États-Unis, et ces pays accepteraient d'une certaine façon de réindustrialiser l'Amérique. Rien de tout cela ne prend en compte les raisons pour lesquelles les États-Unis se sont désindustrialisés au départ. Quelles sont les dynamiques qui ont rendu l'investissement industriel tellement moins rentable que la financiarisation — le fait de gagner de l'argent simplement à partir de l'argent ?

Eh bien, c'est le problème auquel, selon moi, l'Europe et l'Asie sont confrontées aujourd'hui. Si vous regardez le Financial Times de ce jour, de la première à la dernière page, il n'est question que des inquiétudes européennes selon lesquelles l'ensemble de l'économie financière américaine serait devenue une bulle — en particulier la bulle de l'intelligence artificielle et les problèmes liés à l'endettement excessif. Donald Trump suit la même voie que Margaret Thatcher et Ronald Reagan après 1980 : déréguler l'économie, supprimer toutes les règles qui protègent les investisseurs et les consommateurs, et transformer le tout en une sorte de foire d'empoigne. Eh bien, je pense que la plupart des gestionnaires de fonds que je connais, ainsi que les PDG avec qui je parle, disent tous qu'un énorme krach se prépare. Comment allez-vous vous y préparer ?

Eh bien, le Rapport sur la sécurité nationale indique que nous n'avons probablement que trois ans pour verrouiller ce qui sera, espérons-le, un ordre coercitif « America First » — rendre l'Amérique à nouveau grande, MAGA — aux dépens des autres pays. Et ils soulignent que les plus fervents soutiens de l'Amérique en Europe — Macron en France, Starmer en Angleterre et Friedrich Merz en Allemagne — sont au plus bas de leur popularité. Les électeurs se rendent compte qu'ils ne sont pas d'accord avec eux. Et non seulement leurs économies sont sacrifiées en suivant les politiques que ces trois dirigeants, ainsi que la direction de l'UE sous von der Leyen et Kaja Kallas, promeuvent, mais les partis politiques au pouvoir sont également menacés.

Mais il n'y aura pas d'élection avant trois ans, ce qui donne aux États-Unis trois ans pour que leurs principaux partisans essaient de mettre en place cette campagne — un nouvel ordre économique, un nouvel ordre économique « nouveau » — destiné à remplacer l'ordre économique multilatéral. Et les principales victimes de cela seront, comme d'habitude, les alliés les plus proches de l'Amérique : les pays d'Europe occidentale, les pays de l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud et les nations anglophones — l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il est beaucoup plus difficile de convaincre la Chine, l'Afrique et le reste du Sud global, ou les partenaires asiatiques et eurasiens de la Chine, d'adhérer à cela. Et donc, le rapport reconnaît que, eh bien, le monde va se fragmenter en sphères d'influence.

Et nous ne pouvons pas vraiment empêcher cela, mais au moins nous pouvons verrouiller le contrôle de l'Amérique sur l'Amérique latine. C'est pourquoi vous voyez Donald Trump dire que, malgré les investissements de la Chine au Venezuela et au Brésil, l'Amérique latine est notre territoire. Ce sont nos kleptocrates, nos oligarchies clientes au pouvoir, nos dictatures militaires — et nous n'allons pas vous laisser entrer. Mais, en apparence, ils disent : d'accord, la Chine a sa sphère d'influence, tout comme la Russie et l'Eurasie, et elle essaie d'y intégrer le Japon pour former ce groupe de cinq. Les États-Unis — leur satellite d'Europe occidentale, l'Europe occidentale est un satellite — la Russie, la Chine... cela fait quatre, mais les États-Unis veulent une majorité, donc ils ont le Japon, qui vote toujours avec eux.

C'est un autre satellite. Et c'est assez fictif, car la Chine et la Russie disent immédiatement : « Attendez une minute — vous voulez que nous restions en dehors de l'Amérique latine malgré nos investissements là-bas ? Malgré le fait que la Chine achète du soja brésilien pour ne pas dépendre

des exportations de soja américaines, et la capacité des États-Unis à militariser leur commerce extérieur — à dire : “Nous pouvons interrompre notre commerce de soja et vous affamer si vous adoptez des politiques avec lesquelles nous ne sommes pas d’accord” ? » Les États-Unis ne se tiennent pas à l’écart de l’Eurasie. Ils ne se tiennent pas à l’écart de l’Europe — ils ont transformé l’Europe de l’OTAN en satellite. Ils ne se tiennent pas à l’écart de l’Asie ; ils essaient d’encercler la Chine avec les Philippines et d’autres, en exerçant des pressions sur Taïwan et le Japon.

Il essaie de renforcer les arrangements du Quad, avec l’Australie, pour en quelque sorte encercler la Chine. Mais pour Trump, la doctrine Monroe signifie que vous restez en dehors de l’Amérique du Sud — tandis que nous, nous n’allons pas rester en dehors de votre territoire. Cela signifie donc en réalité que les États-Unis peuvent d’une certaine manière maintenir leur statut unique de puissance unipolaire dominant le monde entier. Eh bien, c’est une illusion, et le rapport sur la sécurité nationale ne va pas dire que c’en est une. Ils se contentent de souligner le fait que l’Europe a sa propre illusion — celle de pouvoir être un acteur indépendant dans tout cela.

Et elle peut prendre une décision indépendante de consacrer tout son excédent économique à la préparation d’une guerre contre la Russie — ce qui est inconcevable, car la Russie ou tout autre pays ne pourrait pas envahir l’Europe ou un voisin dans le monde d’aujourd’hui, où les guerres se mènent avec des bombes et des drones, sans infanterie. Et sans infanterie, on ne peut jamais occuper un pays et en prendre le contrôle. On ne peut le faire que de manière sournoise, en soutenant les campagnes de politiciens qui vous sont loyaux. Eh bien, c’est ainsi que les États-Unis ont contrôlé l’Europe — en s’ingérant dans les élections européennes depuis 1945, notamment en Italie lorsqu’il y avait une menace du Parti communiste, et dans le reste de l’Europe de l’OTAN. Ce que l’on voit aujourd’hui, c’est qu’ils ont créé une sorte de monstre de Frankenstein, désormais hors de leur contrôle.

Et ici, les marionnettes mises au pouvoir sont élues, mais elles fonctionnent en pilote automatique. « Guerre avec la Russie, guerre avec la Russie. » Nous devons réduire les dépenses sociales afin de créer notre propre complexe militaro-industriel — pour enfin fournir des emplois industriels que nous ne sommes plus capables d’assurer sur le marché, parce que nous avons coupé le commerce avec la Russie. Eh bien, c’est un dilemme, et le Rapport sur la sécurité nationale reconnaît ce fait. On pourrait dire qu’il s’adresse principalement à l’Europe, car les autres pays du monde — les autres régions — ont déjà largement fixé la direction qu’ils suivent. Ces régions sont confrontées au même choix que l’Europe : quel sera leur avenir économique ?

La politique de sécurité nationale de Trump, qui n’est pas formulée aussi clairement dans le Rapport sur la sécurité nationale, consiste à confronter l’Europe et d’autres pays à un choix. Soit vous pouvez vivre à court terme — nous réduirons les tarifs que Trump a imposés et vous donnerons accès au marché américain pour vos exportations — mais vous devez donner quelque chose en retour. Vous devez suivre la politique américaine. Pour que nous vous donnions accès au marché américain, vous devez vous joindre à nos sanctions contre la Russie, la Chine, l’Iran et tout autre pays que nous désignons comme ne suivant pas la politique américaine et étant donc notre ennemi. Vous devez

également accepter d'investir et de transférer vos principales entreprises industrielles hors de votre pays et vers les États-Unis.

Eh bien, si vous ne faites pas cela, vous allez faire face au chômage, à la désindustrialisation et aux licenciements. Beaucoup de vos usines fermeront, et les petites et moyennes entreprises du Mittelstand allemand feront faillite. La question pour l'Europe est donc la suivante : cela vaut-il la peine d'éviter cette perturbation à court terme du commerce extérieur pour vivre avec la réalité à long terme selon laquelle la Chine, la Russie et leurs voisins eurasiens de la Ceinture et de la Route sont les économies qui connaissent la croissance la plus rapide au monde ? Si l'Europe — qui est vraiment le centre de tout cela — lie son destin aux États-Unis en y délocalisant son industrie et en y investissant son épargne, elle devra alors renoncer à ses relations économiques, commerciales et d'investissement avec la Chine, la Russie et la majorité mondiale.

C'est le gain à long terme. Alors, que va-t-elle choisir ? Eh bien, les politiciens vivent dans le court terme, et les politiciens européens ont deux ou trois ans avant les prochaines élections — c'est leur horizon temporel. Ils sont donc prêts à sacrifier la croissance à long terme de l'Europe en acceptant, en se soumettant aux politiques commerciales, aux concessions et à la promesse d'investissements aux États-Unis que von der Leyen a acceptés il y a quelques mois avec Donald Trump, et que les dirigeants actuels de l'Europe continuent de soutenir. Tout comme cela les rend si impopulaires auprès des électeurs, cela conduit les auteurs des politiques de sécurité nationale à reconnaître que les électeurs ont raison. L'Europe ne peut tout simplement pas survivre de cette manière, mais nous pouvons utiliser cette période intermédiaire pour verrouiller un ordre économique international « America First », sous à peu près le même type de pression que celle que nous avons exercée en 1945 pour servir les intérêts américains.

C'est simplement qu'au lieu d'un ordre multilatéral, c'est un système où un seul pays rafle tout. Notre gain est votre perte. Mettre l'Amérique d'abord signifie que nous gagnons à vos dépens — et ce sera aux dépens de l'Europe si elle veut se défendre contre la Russie et reconstruire son complexe militaro-industriel. Eh bien, c'est son problème. L'Amérique s'en lave les mains. L'espoir du Rapport sur la sécurité nationale est de parvenir d'une manière ou d'une autre à convaincre la Russie de lever les sanctions qui la visent, afin de permettre une sorte d'investissement américain en Russie. En somme, l'idéal serait de refaire à la Russie ce que les Américains ont fait dans les années 1990 sous Boris Eltsine. L'espoir est que, d'une manière ou d'une autre, la guerre — le rêve de la politique étrangère américaine — conduise la population à se rebeller contre Poutine, en disant : « Nous ne voulons pas que nos soldats meurent. »

Nous ne voulons pas de dépenses militaires. Nous voulons des dépenses pour les biens de consommation. Nous voulons commercer avec l'Europe. Eh bien, rien de tout cela ne se produit. Quand on bombarde un pays, la population ne s'oppose pas à son dirigeant — elle se rallie à lui. Il y a donc une sorte de fantasme sous-jacent, non seulement à ce rapport, mais aussi à la politique de Trump. Et ce fantasme, c'est que les autres pays n'ont pas d'autre choix que de se rendre à Trump. Bien sûr, il existe une alternative — mais choisir un commerce ouvert à long terme avec l'Eurasie

signifie perdre le marché américain à court terme. C'est donc la tension à laquelle l'Europe est confrontée, ainsi que le Japon, la Corée et les alliés les plus proches des États-Unis. C'est intéressant, tout de même.

#Glenn

Je me demandais, que voyez-vous arriver à l'Europe après tout cela ? Je sais que vous avez déjà largement abordé la question, mais la relation entre les Américains et les Européens après la Seconde Guerre mondiale reposait sur une base très différente. Après la guerre, les Américains se sont montrés assez généreux dans de nombreux accords commerciaux qui ont été établis. Une partie relevait bien sûr du commerce, mais aussi de la géostratégie. On voulait que l'Allemagne de l'Ouest soit plus prospère que l'Allemagne de l'Est. On voulait que Taïwan soit plus prospère que la Chine continentale. On voulait que la Corée du Sud soit plus prospère que la Corée du Nord. Il y avait donc toujours cette incitation stratégique à conclure des accords commerciaux généreux pour les États de première ligne, en plus, bien sûr, d'assurer leur sécurité.

Mais aussi, en raison de la situation économique des États-Unis, il y avait bien sûr un intérêt à instaurer la confiance dans les banques américaines. C'est le dollar, leur dépendance à la technologie et à l'industrie. Et encore une fois, les grandes entreprises américaines ont vraiment connu une forte croissance pendant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis sont devenus cette puissance industrielle, le pays leader en matière de technologie. Et tout ce potentiel de domination a, bien sûr, suscité des inquiétudes concernant le protectionnisme en Europe, ce qui arrive souvent après une guerre. Il y avait donc un besoin d'ouvrir ces marchés. Et comme vous l'avez dit, il y avait un intérêt stratégique à démanteler les empires européens et à les absorber — bien sûr, au profit des États-Unis — ainsi qu'à contenir l'Union soviétique. Il y avait donc tous ces intérêts, certes stratégiques, mais tout cela s'est traduit par une position très privilégiée pour les Européens dans un système économique ouvert.

Et tout cela, en Europe, au lieu d'examiner les raisons stratégiques pour lesquelles cela s'est produit, nous avons en quelque sorte formé cette idéologie selon laquelle les démocraties libérales doivent rester unies, transcendant l'anarchie internationale. Oui, c'est le genre de langage que tiennent les dirigeants politiques. Ils ne considèrent pas les alliances comme des constructions temporaires — il s'agit d'amitiés permanentes fondées sur des valeurs. Vous savez, c'est le type de discours et d'hypothèses qu'ils adoptent souvent. Mais lorsqu'on regarde les références spécifiques à l'Europe dans la stratégie nationale de sécurité actuelle, c'est vraiment une image de découplage. Les Européens — ou du moins les dirigeants européens — y sont dépeints comme autoritaires, de plus en plus antidémocratiques.

Je suis d'accord avec cela, d'ailleurs. Le déclin économique — difficile de ne pas être d'accord là-dessus aussi. Et puis, une attitude très irrationnelle vis-à-vis de l'Ukraine. On le voit dans le langage aujourd'hui. Il semble que nos dirigeants en Europe rejouent la Seconde Guerre mondiale — en partant du principe que si l'on peut vaincre la Russie, c'est comme vaincre l'Allemagne nazie, et que

cela inaugurerait d'une manière ou d'une autre une nouvelle ère dorée pour l'Europe ou quelque chose de ce genre. On voit même le dirigeant allemand comparer maintenant Poutine à Hitler. Il affirme, vous savez, que la Russie ne s'arrêtera pas, qu'il faut l'arrêter — que c'est l'objectif principal. En fait, cela présente les actions offensives contre la Russie comme quelque chose de défensif. Donc non, on dirait que les règles ont disparu, semble-t-il.

Je pars du principe que plusieurs puissances européennes participent au moins à l'assistance de l'Ukraine dans des attaques contre des navires civils russes. Et bien sûr, la saisie des fonds russes — qui est légale en soi — mais même les règles au sein de l'UE sont désormais complètement bouleversées. Il n'y a plus de vote tous les six mois pour les renouveler. La direction de l'UE a simplement décidé d'interdire cela à partir de maintenant ; ce sera une saisie permanente des fonds russes, puisque les 27 États membres devraient désormais se mettre d'accord à l'unanimité pour les libérer — ce que je ne vois pas arriver. Mais encore une fois, il y a ce discours ouvert sur le fait de mener une guerre qu'ils ne peuvent pas gagner. Ils n'ont pas les troupes, ils n'ont pas le soutien politique, ils n'ont pas le soutien du public. Alors, considérez-vous que l'UE soit perdue de manière systémique ou stratégique ?

Il y a un vide stratégique. Est-ce parce qu'elle n'a pas trouvé une nouvelle place — un rôle économique — dans le nouveau monde ? Ou est-ce simplement de la bonne vieille russophobie ? Comment comprendre cela ? Parce que tout ce qui a défini l'UE au cours des dernières années — cette puissance économique, la bonne gouvernance, le choix de la diplomatie plutôt que de la guerre, et surtout le respect des règles — semble désormais avoir disparu. Je veux dire, comment comprendre cela ? Et qu'est-ce que cela signifie pour la relation de l'Europe avec les États-Unis, même après le départ de Trump ? Désolé, c'était une question très longue, mais...

#Michael Hudson

Eh bien, vous avez raison de mentionner la Seconde Guerre mondiale comme élément clé. Les États-Unis orientent le monde vers une répétition de la Seconde Guerre mondiale. C'est comme si les États-Unis disaient : « La Seconde Guerre mondiale n'est pas terminée — nous allons la finir. » Mais au lieu que l'Amérique et l'Europe occidentale soient alliées à la Russie, nous nous alignons désormais sur l'Allemagne nazie. C'est pourquoi nous avons des personnes comme von der Leyen et Kallas, ainsi que des responsables ayant des antécédents familiaux liés au mouvement nazi. En somme, les États-Unis agissent comme si les nazis avaient eu raison de vouloir faire la guerre à l'Europe — et que le Japon avait eu raison de vouloir envahir la Chine, avec le massacre de Nankin.

Les nazis avaient tort de haïr les locuteurs russes et la population slave, qu'ils considéraient à tort comme inférieure sur le plan génétique. De même, les Japonais avaient tort de traiter les Chinois comme racialement inférieurs et de les attaquer. C'est dans ce contexte que certains affirment que, en Ukraine, nous soutenons un gouvernement qualifié de néonazi, que nous aurions continué à appuyer après la Seconde Guerre mondiale, en maintenant son influence et son idéologie raciste et nazie. De même, au Japon, MacArthur aurait trouvé un moyen de s'opposer au mouvement socialiste

naissant en collaborant avec des groupes criminels pour combattre les socialistes et installer des dirigeants de droite à sa solde. Aujourd'hui, selon cette vision, une dirigeante japonaise animée d'une ferveur belliqueuse se préparerait à une guerre contre la Chine.

Les États-Unis essaient de pousser Taïwan à se battre jusqu'au dernier Taïwanais contre la Chine, tout comme le Japon est poussé à se battre jusqu'au dernier Japonais — en menaçant d'un conflit autour des îles de la mer de Chine méridionale et en y plaçant des armes et des missiles américains, ce qui amènera la Chine à se défendre par une prise de contrôle. Ainsi, les États-Unis adoptent essentiellement la position de l'Allemagne nazie en créant une nouvelle alliance de type nazi : l'Europe occidentale, l'Ukraine, le Japon, et, espérons-le, certains éléments à Taïwan et dans d'autres pays, de la même manière qu'ils ont autrefois utilisé l'Argentine et d'autres dictatures militaires de droite en Amérique latine. Et le reste du monde semble aveugle au fait que la Troisième Guerre mondiale ne se déroulera pas de la même manière que la Seconde.

Il ne s'agira pas d'armées de différents pays s'attaquant les uns aux autres. Comme je l'ai mentionné, ce seront des missiles. Et le président Poutine a déclaré ces dernières semaines que toute la fiction de l'espoir de Trump pour un cessez-le-feu ou un arrangement entre l'Ukraine et la Russie—Poutine a dit : notre combat n'est pas avec l'Ukraine, il est avec l'Europe occidentale. L'Ukraine n'est que l'arène, le champ de bataille du combat des partis européens de droite : le Parti travailliste britannique dirigé par Starmer—un nom orwellien, un double langage—les chrétiens-démocrates de Merz, et le parti de Macron, qu'il a commencé en tant que socialiste avant de le transformer en son propre parti en 2016. Ce sont ces dirigeants qui se rallient à cette nouvelle guerre.

Et si ce sont vraiment ces trois pays qui fournissent des armes à l'Ukraine, qui organisent ses attaques contre le transport maritime clandestin russe de pétrole et qui ciblent — avec les Américains et leurs satellites — les missiles envoyés d'Ukraine vers la Russie pour frapper ses raffineries et perturber sa production, alors, a déclaré Poutine, nous comprenons que même si ces missiles viennent d'Ukraine, ce n'est en réalité pas l'Ukraine qui agit. L'Ukraine est un gouvernement fantoche, installé par les États-Unis lors du Maïdan en 2014, et désormais largement approvisionné en armes par l'Europe. Nous riposterons contre les pays qui nous envoient ces missiles et qui nous attaquent.

Ainsi, le combat en Ukraine constitue essentiellement la phase d'ouverture de quelque chose qui ressemble à la Seconde Guerre mondiale. Poutine a déclaré : nous allons commencer par bombarder les usines qui produisent ces missiles. Nous bombarderons les installations électriques, les entreprises qui leur fournissent de l'électricité. Et nous laisserons l'Europe occidentale se battre jusqu'au dernier Européen, car — ce sera une guerre très courte. Après les premiers jours, il n'y aura plus vraiment de dirigeant européen avec qui négocier, parce qu'il n'y aura plus d'Europe viable. Et l'Europe a dit : d'accord, elle a accepté, en disant qu'elle pense que c'est du bluff. Eh bien, c'est là toute la question. L'hypothèse est que la Russie a été affaiblie militairement par la guerre et qu'elle est en train de perdre face à l'Ukraine. C'est ce que dit ici le Council on Foreign Relations.

C'est ce que tous les médias pro-américains affirment. Et comme tu le sais, Glenn, d'après les invités que tu as reçus dans ton émission, tout cela est une fiction — ce n'est pas du tout ce qui se passe. Ce qui est remis en question ici, c'est, on pourrait dire, l'approche matérialiste de la politique étrangère, et d'ailleurs de l'histoire elle-même. L'hypothèse de l'approche matérialiste, c'est que les pays agissent selon leur intérêt économique. Eh bien, ce n'est pas le cas. L'Europe n'agit pas vraiment selon son intérêt économique ni même selon son instinct de survie. Elle agit selon ce que Trump appelle l'intérêt de « l'Amérique d'abord ». Mais cet intérêt n'est pas vraiment celui des États-Unis, sauf dans la mesure où il s'agit de ce qu'il reste des vestiges de l'industrie et de la technologie allemandes, ainsi que de celles de la France et d'autres pays.

C'est ce que Trump et son équipe espèrent voir se produire aux États-Unis. L'Europe va se vider. L'Europe occidentale va ressembler aux pays baltes — perdant un tiers de leur population, émigrant pour travailler, se dépeuplant essentiellement. Et les Lettons disent : « Eh bien, que le dernier émigrant en 2035 éteigne les lumières de l'aéroport en partant. » C'est là la dynamique : dépeuplement, désindustrialisation, chômage et désintégration de l'Europe occidentale. En réalité, avant que cela ne se produise vraiment, l'Union européenne elle-même se sera probablement dissoute. C'est ce que l'on observe, et c'est pourquoi les États-Unis, ces dernières semaines, ont déclaré : « Nous pensons que l'Italie, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, pour commencer, devraient se retirer de l'Union européenne. » Eh bien, c'est déjà ce que l'on voit.

Que vont-ils faire ? Où vont-ils aller ? Vous avez mentionné toute la querelle autour de la confiscation par Euroclear de l'équivalent de 250 milliards de dollars des économies nationales de la Russie, déposées chez Euroclear. L'Europe veut donner cet argent à l'Ukraine — enfin, pas vraiment à l'Ukraine. L'Europe veut le donner à son propre complexe militaro-industriel pour construire des usines. Elle n'a pas l'intention d'envoyer de l'argent réel à l'Ukraine, car tout serait volé, comme on l'a vu ces dernières semaines avec toutes les révélations sur l'Ukraine.

L'argent qui a été détourné — peut-être un tiers de tout l'argent dépensé en Ukraine — finit dans les poches des kleptocrates qui ont pris le pouvoir et dirigent le pays depuis quinze ans. Selon la Banque mondiale, c'est le pays le plus corrompu de l'hémisphère Nord. Alors, veulent-ils vraiment donner de l'argent à ce pays manifestement corrompu ? Eh bien, non — sauf qu'une grande partie de l'argent qu'ils « donnent » à l'Ukraine est recyclée vers les dirigeants européens qui l'ont approuvée. C'est un flux circulaire : les dirigeants européens reçoivent un retour dans leurs propres campagnes et comptes personnels. En réalité, cet argent n'est pas du tout dépensé pour la défense de l'Ukraine.

C'est pour cela que l'Ukraine perd autant. C'est pour cela qu'il y a tant de désertions dans l'armée, avec des soldats qui disent : « Attendez, une barrière s'est dressée ici. Nous étions censés recevoir tout ce soutien militaire, mais rien n'est jamais arrivé. » Il semble que les généraux responsables de l'argent l'aient simplement mis dans leurs poches. Eh bien, voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ce n'est pas une situation stable. C'est pourquoi elle évolue semaine après semaine. Et je pense que chaque semaine, lorsque vous recevez vos invités, il y a une nouvelle histoire, une

nouvelle révélation, un nouveau changement dans cet équilibre qui évolue si rapidement qu'il est très difficile de prévoir s'il y aura un risque d'accident. Cela semble bien être le cas.

#Glenn

Je pense que le modèle que beaucoup de gens ont en tête consiste à imiter la stratégie d'équilibrage offshore britannique et américaine — c'est-à-dire faire en sorte que leurs mandataires se battent, un peu comme pendant la Seconde Guerre mondiale, et les laisser s'épuiser mutuellement. Dans ce cas, utiliser l'Ukraine pour épuiser la Russie. L'hypothèse est qu'une fois la guerre terminée, si la Russie n'est pas vaincue, elle serait au moins tellement affaiblie qu'un pays occidental puissant pourrait intervenir et dicter l'issue du conflit. Mais bien sûr, la situation est très différente. La Russie a ralenti le processus dans une large mesure afin de s'assurer qu'elle puisse se préparer à une guerre plus vaste. Parce que, comme tu l'as dit, ils savent qui tire les ficelles derrière tout cela. Oui.

D'après ce que j'entends, ils ont désormais les Oreshniks en production de masse. Ils indiquent également très clairement que si les Européens envisagent d'entrer dans cette guerre et d'attaquer la Russie, ils ne se battront pas contre le peuple ukrainien frère, mais contre la Russie. Dans ce cas, les puissances occidentales enlèveraient les gants en ce qui concerne l'armement qu'elles déploieraient. Je pense donc que nous empruntons une voie très dangereuse. Et maintenant que les Américains essaient de confier toute cette affaire aux Européens, et que les Ukrainiens s'effondrent sur la ligne de front, les Russes seront—eh bien, les Européens auront une incitation à s'engager beaucoup plus fermement contre les Russes, avec des attaques plus directes, tandis que les Russes verront qu'ils ont davantage de liberté d'action.

Autrement dit, si vous avez des troupes, des avions ou des drones britanniques ou français survolant la mer Noire pour désigner des cibles à frapper, pourquoi les Russes les laisseraient-ils faire ? Je veux dire, je pense que vous allez voir une réaction beaucoup plus ferme de la part des Russes. Ils vont commencer à abattre ces appareils, et cela se produit au moment même où l'Union européenne adopte également une posture plus agressive. Donc, je pense que l'illusion d'une domination dans l'escalade en Europe va mener à une catastrophe, probablement plus tôt que tard. Avez-vous des réflexions finales sur la direction que nous prenons, au-delà de l'aspect économique ?

#Michael Hudson

Eh bien, l'Amérique n'était pas épuisée par la Seconde Guerre mondiale. Elle en est sortie beaucoup plus forte, sur le plan industriel et financier, qu'elle ne l'était avant la guerre. Même l'Allemagne avait accru son industrie pendant la Seconde Guerre mondiale. La Russie, évidemment, connaît une croissance bien plus rapide pendant la guerre en Ukraine que l'Europe de l'OTAN. C'est donc une pure illusion de croire que l'économie russe s'effondre. C'est exactement le contraire de ce qui se passe. Et c'est ce que l'armée américaine, le Département d'État et les diplomates américains ne peuvent pas reconnaître. Et voici le problème — c'est un problème bureaucratique lié aux rapports de sécurité nationale des États-Unis.

On a le sentiment qu'il y a de nombreux chercheurs à la CIA et dans d'autres agences qui lisent les discours et les journaux russes, et qui disent : eh bien, la réalité que nous percevons du champ de bataille et de ces discours correspond exactement à ce que tu décris, Glenn — la Russie se renforce. Et le rapport imposé, unique et uniforme, c'est que si tu penses que la Russie se renforce et gagne la guerre en Ukraine, alors tu es une marionnette de Poutine. Tu dois être sympathique à la Russie. Tu dis cela parce que tu veux croire que la Russie devient plus forte, et ce n'est pas une pensée patriotique. Alors, les observateurs ancrés dans la réalité en concluent que, puisque toute possibilité d'avancement est bloquée à la CIA et qu'il n'y a aucune ouverture à la réalité qu'ils décrivent, ils partent.

Ray McGovern, qui travaillait autrefois pour la CIA, l'a décrit de manière très explicite : soit on est d'accord, soit c'est « à notre façon ou rien ». Ainsi, la CIA, le Département d'État et le Pentagone sont peuplés d'une bureaucratie d'hommes de main qui ne vont ni contester ni signaler les failles de cette stratégie. Et c'est ce qui est fou — il n'y a pas de véritable dialogue ouvert ni de système de freins et contrepoids. C'est comme si tout le monde croyait ce qui est rapporté dans le New York Times et le Washington Post, cette presse pro-guerre, anti-russe, néoconservatrice et néolibérale. Il y a un manque de compréhension, aussi bien de l'ennemi que de soi-même. Et comme l'a dit Lao Tseu dans L'Art de la guerre, si tu ne te comprends pas toi-même et que tu ne comprends pas ton ennemi, tu es sûr de perdre. C'est donc une sorte d'état d'esprit bureaucratique intégré qui garantit une marche vers le désastre.

#Glenn

C'est extrêmement frustrant à observer depuis l'Europe, je dirais, parce qu'il y a toutes ces choses qui auraient dû être faites, et nous faisons exactement le contraire. Autrement dit, si l'on considère que les États-Unis sont en déclin relatif et qu'ils dépriorisent l'Europe, on mettrait alors fin aux lignes de division en Europe. On chercherait à faire la paix avec les Russes. Tout serait vraiment en place pour cela. Je veux dire, la raison même pour laquelle nous avons dû nous séparer des Russes et rediviser l'Europe était de donner à l'OTAN un rôle plus fort et dominant dans l'ère post-guerre froide. Mais maintenant, nous pourrions en réalité tout arranger en rétablissant les relations avec la Russie et en améliorant celles avec la Chine. Au lieu de cela, nous sacrifions toutes les autres relations dans l'espoir que les États-Unis restent malgré tout. C'est... c'est incroyablement frustrant à regarder.

Et chaque fois qu'on les interpelle à ce sujet — pourquoi ne pas adopter une autre approche, pourquoi ne pas simplement normaliser les relations avec la Russie ? — ils donnent des réponses insensées. « Eh bien, nous ne pouvons pas trahir l'Ukraine. » Mais c'est justement cette confrontation avec la Russie qui détruit l'Ukraine. Ou alors on entend ces fantasmes selon lesquels Poutine serait Hitler, qu'ils voudraient conquérir l'Europe — tout ce non-sens. Et encore une fois, comme vous l'avez suggéré, il n'y a pas de véritable discussion lorsque la logique principale repose sur l'idée que la Russie, ou l'URSS, ou l'Empire russe veut simplement conquérir toute l'Europe, et

que quiconque n'est pas d'accord est un « poutiniste ». C'est une excellente façon de s'assurer qu'il n'y ait aucun débat, car c'est soit adhérer à ces absurdités, soit être considéré comme un traître, en somme. Donc, non, c'est extrêmement frustrant à observer. Et c'est aussi, je pense, l'une des conséquences du fait que l'Europe a essentiellement trahi toutes les valeurs fondamentales qu'elle prétendait défendre. Oui.

#Michael Hudson

Eh bien, le Rapport sur la sécurité nationale veut en rejeter la faute sur les dirigeants européens — Macron, Starmer et Merkel. Mais ce qui les motive réellement, c'est les États-Unis. Le rapport, en critiquant l'Europe, ne dit pas que ce sont les États-Unis qui ont installé ces dirigeants qui soutiennent spécifiquement la politique américaine. Certainement, avant Trump et sous Biden — et je pense que Trump maintient toujours la même politique de confrontation avec la Russie et la Chine. Il existe une sorte de dynamique de « bon flic, mauvais flic » dans les négociations entre le bloc américain et la Russie, la Chine et la majorité mondiale. Les États-Unis — Trump — essaient de dire : « Je suis le bon flic, et l'Europe est le mauvais flic », mais en réalité, ils sont tous les deux de mauvais flics.

Trump essaie de faire croire qu'il veut le prix Nobel de la paix, mais il ne le veut pas. Il veut dissimuler le fait qu'il est le dirigeant le plus belliqueux que l'Amérique ait connu. Il essaie de masquer cela en disant : « Eh bien, je suis pour la guerre au nom de la paix. La paix est mon affaire, pas la guerre. » En réalité, il est totalement aligné avec Rubio, son secrétaire d'État, et la direction du Sénat, Mitch McConnell. Ce sont tous des néoconservateurs, tous des néolibéraux dans le même bateau. Mais s'ils parviennent à amener les Européens à blâmer leurs propres dirigeants et, d'une manière ou d'une autre, à élire des gens séduisants — une sorte de nouveau Zelensky européen — qui prétendent vouloir la paix puis se retournent aussitôt pour suivre celui qui les paie pour faire la guerre, alors le cycle continue.

C'est cela, le rêve américain. Les Européens, je pense, sentent qu'un sentiment anti-américain commence à émerger en Europe. On le voit dans le **Financial Times**, qui affirme que l'Europe doit comprendre qu'elle doit suivre sa propre voie, être indépendante, et se demander : où se situent nos véritables intérêts économiques et nos véritables intérêts militaires dans tout cela ? En quoi divergent-ils de ce que le président Trump tente d'imposer avec son approche « L'Amérique d'abord, rendre à l'Amérique sa grandeur » — en utilisant des ressources étrangères, comme si, d'une manière ou d'une autre, ces ressources pouvaient réindustrialiser l'Amérique sans que celle-ci ait à modifier entièrement la structure de sa propre économie ? En réalité, l'Europe et les États-Unis ont tous deux une économie mal structurée et financiarisée.

C'est là le véritable problème, et il a également perdu son contexte démocratique pour l'économie. Tout a changé, et tout ce que les États-Unis et l'Europe ont à faire pour promouvoir cette vision du monde, c'est de créer un récit fictif. Ce récit est diffusé à travers les déclarations des politiciens et les médias publics. Et à qui allez-vous faire confiance — à vos propres yeux ou aux médias publics ?

Voilà la question. Les électeurs européens rejettent évidemment les politiques de leurs dirigeants, mais ils ne se rendent pas compte que leurs dirigeants eux-mêmes sont en quelque sorte des marionnettes américaines, tandis que les partisans de l'alternative ne sont pas des marionnettes de Poutine. Ce sont des réalistes, et ils comprennent qu'il n'y a pas besoin de guerre. C'est fictif. Ce n'est pas qu'ils soient pacifistes ; c'est simplement qu'il n'y a pas besoin de guerre.

Et il n'y a aucune guerre que l'Europe puisse gagner contre la Russie maintenant qu'elle n'a plus d'armes. Elle les a toutes utilisées en Ukraine et en les envoyant en Israël. Elle est donc désarmée. Elle n'a plus d'argent. Son industrie ne peut pas fonctionner sans le pétrole et le gaz bon marché qui l'alimentaient auparavant. Il n'y a eu aucun bilan des coûts et des avantages pour l'avenir. C'est tellement évident — une fois qu'on s'y penche sérieusement. Mais ce n'est pas ce que le rapport sur la sécurité nationale reconnaît ouvertement, et c'est là le vrai problème. C'est comme si l'establishment américain ne savait pas ce qui est dans son propre intérêt. Il est tellement enfermé dans cette mentalité néolibérale et néoconservatrice de guerre contre la Russie, en place depuis quarante ans.

#Glenn

Eh bien, Professeur Hudson, merci beaucoup pour votre temps. Ce sont, oui, des temps intéressants. Alors, merci.

#Michael Hudson

Merci de m'avoir invité, Glenn.